

PLF 2014 : La politique d'austérité tue le service public de qualité !

13 123 postes supprimés, 10 979 postes « créés » dont la majeure partie en emplois précaires dans les ministères qualifiés de prioritaires. Où sont donc le progrès social tant vanté par le gouvernement et la stabilité des effectifs dans la Fonction publique de l'Etat avec 2 144 emplois nets en moins ?

Au-delà des chiffres, la réalité sur le terrain est bien différente. Certains ministères vont payer un lourd tribut à l'action gouvernementale orchestrée par Bruxelles. Avec plus de 13 000 postes supprimés notamment au ministère de la Défense (7 881), au ministère de l'Economie et des Finances (2 564) et aux ministères de l'Ecologie et de l'Aménagement du Territoire (1 219 répartis ainsi : 522 + 697), de nombreux services vont être en grandes difficultés pour exercer normalement leurs missions. Les conditions de travail vont continuer à se dégrader, des missions ne seront plus réalisées et l'intervention publique en sera grandement affectée.

Dans la même veine de l'austérité, la valeur du point d'indice reste gelée, pour la quatrième année consécutive ce qui va entraîner une nouvelle baisse des traitements des fonctionnaires en 2014, accentuée par les futures hausses des cotisations retraites. Les mesures catégorielles chutent à nouveau : 270 millions contre 310 en 2013, soit 40 millions de moins. Les crédits de fonctionnement, les dotations globales aux collectivités sont aussi en chute libre.

Rappelons que le budget de l'action sociale interministérielle est lui aussi en baisse, une fois de plus. En résumé des mesures antisociales sans précédent qui sont tout sauf des mesures de justice. A cela s'ajoutent la continuité de la MAP et les inquiétudes liées au futur acte 3 de la décentralisation.

La FGF-FO rappelle son attachement à un service public républicain de qualité. Elle dénonce avec force le budget proposé qui remet en cause le Service public et va tendre vers un peu plus d'inégalités et d'injustices. L'égalité d'accès des usagers est remise en cause et la réduction des effectifs et des moyens va altérer le service rendu.

A l'heure de la réforme sur les retraites du gouvernement Ayrault qui aggrave celle du gouvernement Fillon, la FGF-FO réaffirme que l'avenir des fonctionnaires, de la Fonction publique et plus largement du Service public ne pourra s'améliorer qu'en construisant le rapport de force nécessaire pour inverser ces choix.

PARIS, le 26 septembre 2013